

partenaire du développement

COLOPHON

ÉDITEUR

Theodora Gentzis, Présidente du comité du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, Rue des Petits Carmes 15, 1000 Bruxelles, Belgique, Tel +32 501 81 11, diplomatie.belgium.be

COMMUNICATION

Rédaction, coordination et production: Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire

Impression: SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

La Direction générale de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire organise la politique et les actions fédérales concernant la Coopération belge au développement. Ces actions et sont mises en œuvre en partenariat avec les acteurs de la Coopération belge au développement.

Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit et/ou rendu public par voie d'impression, de photocopie, de bande audio, par voie électronique ou par tout autre moyen sans l'autorisation écrite de l'éditeur

INDEX

Introduction	04
Définition	06
Vision	07
Objectifs stratégiques	08
1. Promouvoir l'approche critique et mobilisatrice	
2. Renforcer l'approche intégrée et cohérente de l'ECM	
3. Le <i>Leave No One Behind</i> : vers une ECM plus inclusive	
4. Mettre en musique les complémentarités, favoriser les collaborations	
5. Renforcement mutuel, croisé et continu des acteurs	
6. Décloisonner et diversifier les parties prenantes	
7. Faire (re)connaître l'ECM au sein de la coopération internationale	
Axes de travail	14
1. Concertation et coordination	
2. Les cadres et outils réglementaires	
3. Décloisonner l'ECM au sein de la coopération internationale	
Scope d'action	17
Liste des acronymes	18

INTRODUCTION

La Belgique s'investit dans l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) anciennement appelée éducation au développement depuis les années 1980. En 2012, la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) s'est dotée d'une note stratégique pour l'éducation au développement. L'éducation au développement est définie dans la loi de la coopération au développement du 19 mars 2013 et constitue un de ses objectifs.

Aujourd'hui, cette note fait l'objet d'une mise à jour notamment parce que la Belgique s'inscrit dans le nouveau paradigme de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) au niveau belge et international. En effet, en novembre 2022, la [Déclaration européenne sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050](#)¹ a été adoptée. Elle précise les contours et perspectives de l'ECM en Europe à l'horizon 2050. L'ECM s'insère dans une lecture systémique et critique qui permet à chacun.e de comprendre les problématiques mondiales dans leur complexité et interdépendance. En ce sens, **l'ECM permet l'analyse des enjeux mondiaux ; elle encourage, soutient et accompagne les initiatives de la société civile, de l'enseignement ou d'autres parties prenantes pour construire un monde juste et durable pour tous les êtres vivants et leur environnement.** Ceci est indispensable face aux poly-crisis qui marquent le XXIème siècle (réchauffement climatique, effon-

drement de la biodiversité, augmentation des inégalités, gestion des migrations, polarisation, montée des extrémismes, désinformation,...) dans lesquelles les pays à revenu élevé ont une responsabilité. Ceci peut susciter une perte de repères et un sentiment de repli sur soi. Pour l'ECM ces crises représentent autant de raisons de s'interroger sur la complexité et l'interdépendance des enjeux mondiaux.

Cette approche cadre également dans l'agenda universel du développement durable puisque les 17 objectifs de développement durable (ODD) sont à atteindre dans tous les pays. Toutes les parties prenantes de la société doivent être sensibilisées, mobilisées et avoir des clés pour contribuer à l'atteinte des ODD et assurer une cohérence des politiques en faveur du développement. C'est pourquoi l'ECM est explicitement mentionnée dans les ODD (cible 4.7²) et contribue à la plupart des ODD.

La Belgique est reconnue en Europe³ pour la part du budget qu'elle dédie à l'ECM, la diversité de ses partenaires, ses modalités et outils, l'emphase qu'elle met sur la recherche et l'innovation en ECM et l'ancrage de l'ECM dans les débats de société. La présente note identifie la vision de l'ECM en Belgique, les objectifs de la direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) en la matière et les différents axes de travail pour les atteindre. Dans la continuité de la note stratégique de 2012, elle s'appuie sur

1 La Déclaration est le cadre stratégique pour améliorer et développer l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale en Europe à l'horizon 2050. Elle a été rédigée et adoptée par un grand nombre de pays européens en novembre 2022 à Dublin.

2 ODD 4.7 : "D'ici à 2030, faire en sorte que [tous.les] les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits [humains], de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable." Ceci a été développé dans la [Déclaration d'Incheon](#), centrée sur l'éducation formelle: Éducation 2030: Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous.

3 [Peer Review du Global Education Network Europe - GENE](#) (2016), [Évaluation du service de l'évaluation spéciale](#) (2018), [Revue par les pairs du CAD](#) (2022), entre autres.



et vise à préserver les atouts et acquis de l'ECM en Belgique et intègre des réflexions plus récentes ou encore émergentes pour les renforcer. Elle servira de guide à la DGD pour poursuivre son action en ECM dans les prochaines années, au-delà de 2030.



DÉFINITION

La définition de l'ECM dans [la Déclaration européenne sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050](#) est la suivante :

« L'éducation à la citoyenneté mondiale est une éducation qui permet aux personnes de réfléchir de façon critique au monde et à la place qu'elles y occupent ; d'ouvrir leurs yeux, leur cœur et leur esprit à la réalité du monde aux niveaux local et mondial. Elle donne aux personnes les moyens et le pouvoir de comprendre, d'imaginer, d'espérer et d'agir pour créer un monde fait de justice sociale et climatique, de paix, de solidarité, d'équité et d'égalité, de préservation de la planète et de compréhension internationale. Elle implique le respect des droits humains et de la diversité, l'inclusion et une vie décente pour tous et toutes, dès à présent et pour l'avenir.

L'éducation à la citoyenneté mondiale englobe un large éventail de prestations éducatives : formelles, non formelles et informelles ; tout au long de la vie et dans tous les domaines. Nous considérons qu'elle est essentielle au pouvoir transformateur de l'éducation et à la transformation de l'éducation. »

En Belgique, l'ECM se décline en trois composantes : l'éducation (formelle, non-formelle et informelle)⁴, la mobilisation individuelle et collective et le plaidoyer politique.

⁴ L'éducation formelle renvoie au système éducatif structuré, qui s'étend du primaire (et dans certains pays du préscolaire) à l'université et qui englobe des programmes spécialisés de formation technique et professionnelle.

L'éducation non formelle correspond aux programmes et processus planifiés et structurés d'éducation individuelle et sociale en dehors du cursus éducatif officiel.

L'éducation informelle correspond à un processus d'apprentissage tout au long de la vie d'une personne qui se base sur les influences et ressources éducatives de l'environnement direct et de la vie quotidienne.





VISION

L'ECM fait partie intégrante de la coopération internationale : elle vise au développement humain durable, à l'éradication de la pauvreté, de l'exclusion et à la réduction des inégalités⁵. Elle en est un pilier de par sa place stratégique qui est complémentaire à la plupart des actions de coopération internationale en se centrant sur d'autres publics (la population belge) et en utilisant d'autres méthodes. Elle est aussi transversale car elle est concernée par toutes les thématiques, secteurs et zones géographiques.

L'ECM, éducation critique et formatrice, est indispensable à la coopération internationale parce qu'elle permet aux citoyens et aux citoyennes de comprendre les enjeux liés aux inégalités, à l'extrême pauvreté, aux injustices, aux migrations, aux différentes crises sociétales, à la géopolitique mondiale et aux relations internationales, dans leur dimension actuelle et historique. Elle les encourage individuellement mais surtout collectivement à élaborer, relayer et prendre part à des solutions durables, innovatrices, solidaires et socialement justes. Celles-ci se mettent en place pour le bien-être de tous.tes, et non au détriment de certains pans de la population ou d'autres êtres vivants. Elle promeut une société civile mondiale mobilisée pour les grands défis de notre temps en coopération internationale et au-delà (Cohérence des Politiques en faveur du Développement). De ce fait, outre ses composantes de l'éducation (formelle, non-formelle et informelle), celles de mo-

bilisation et de plaidoyer politique sont indispensables.

L'ECM et ses acteurs sont incontournables pour imaginer et proposer d'autres cadres de références, pour la transition vers des modèles de société durable, responsable et solidaire mais aussi de façon générale pour la citoyenneté active, la démocratie et l'engagement critique dans la sphère publique.

L'ECM a également une place centrale pour que les acteurs de la coopération internationale adaptent leurs visions, stratégies et pratiques aux nouveaux paradigmes et réalités internationales. Elle joue un rôle de veille et d'avant-garde de la coopération internationale en ce sens qu'elle questionne les relations de pouvoir inégales ainsi que les modèles dominants et les confronte à d'autres modèles et initiatives d'ici ou d'ailleurs, plus en phase avec les défis mondiaux actuels. Elle se place dans une perspective résolument décoloniale et valorise la diversité comme source de réflexion et d'inspiration.

L'ECM ne doit pas être exportée comme telle dans d'autres contextes culturels. Des initiatives endogènes qui partagent certains de ses objectifs peuvent être utilisées comme miroir pour les pratiques de l'ECM et elles peuvent mener à des actions conjointes sur base de partenariats équilibrés et d'un dialogue interculturel.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

1. Promouvoir l'approche critique et mobilisatrice

L'ECM fait partie des éducations transformatrices : elle a pour ambition de faire évoluer les sociétés vers un monde juste, solidaire et durable où les droits humains et du vivant sont une valeur fondamentale. L'ECM est donc par essence politique dans le sens large du terme. Elle cultive à la fois l'esprit de coresponsabilité et l'esprit de résistance, d'engagement envers les institutions démocratiques et d'élan de contestation contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations. En se concentrant à la fois sur l'apprentissage et la transformation sociale, l'ECM transcende la dichotomie entre une approche purement émancipatrice et une approche purement instrumentale de l'éducation. Cette dimension politique de l'ECM est cruciale pour répondre à la complexité des défis de la société. Deux types d'approches sont à éviter dans la coopération internationale et en ECM. La première est caritative et repose sur l'idée que les défis mondiaux seront réglés par des pays ou des individus « riches », entretenant ainsi le paradigme de "sauveurs/victimes". La seconde consiste à penser que ces problèmes peuvent être résolus par un transfert de capital, de techniques, de savoirs et/ou de valeurs occidentales mainstream vers les autres pays et que l'inverse serait sans intérêt ou limité, renforçant ainsi un effet de domination de certaines pratiques vis-à-vis d'alternatives souhaitables, méconnues ou sous-valorisées. **La DGD promeut une ECM critique et mobilisatrice dans les textes officiels, dans ses programmes d'ECM et dans ceux qu'elle soutient.**

Pour identifier des moyens d'action individuels et collectifs et accompagner la capacité des publics à se mobiliser pour le changement, l'ECM doit mettre en évidence les interdépendances et les multiples rapports de pouvoir qui sont à l'œuvre sur le plan mondial et local, ceux-là même qui sous-tendent les injustices et les rapports de domination entre les êtres humains (comme par exemple les rapports de genre) mais aussi des êtres humains sur les autres êtres vivants. Il est nécessaire d'insuffler ces approches pédagogiques émancipatrices et critiques dans l'ensemble des actions en ECM. Il s'agit aussi d'accompagner les compétences et les attitudes politiques nécessaires pour induire le changement social au niveau local, régional, national et transnational.

L'ECM permet aussi d'interpeller les décideur.euses aux différents niveaux de pouvoir sur les enjeux mondiaux et sur leur traduction dans les réalités locales. Elle promeut des espaces décloisonnés d'interpellation des décideur.euses par les mouvements sociaux et renforce la participation dans ceux qui existent déjà. En outre, un travail de réflexion sur le rôle de l'éducation et sur la manière de faire en sorte que les pratiques d'ECM aboutissent à plus de justice sociale mondiale et de durabilité est essentiel, en tenant compte des spécificités belges en termes de pratiques (éducation – mobilisation – plaidoyer).

En milieu scolaire il s'agit d'encourager l'esprit critique, le dialogue entre les différentes visions du monde, de l'universel et des modèles à développer comme société.

Enfin, l'ECM constitue un espace de réflexivité pour l'ensemble des acteur.rices

de la coopération internationale par rapport à leur métier. C'est un espace où ils peuvent débattre et se poser des questions de manière critique et constructive, les confrontant à leurs propres contradictions.

2. Renforcer l'approche intégrée et cohérente de l'ECM


L'ECM s'appuie sur trois composantes que sont l'éducation (formelle, non-formelle et informelle), la mobilisation et le travail de plaidoyer. C'est une des forces de l'ECM en Belgique de travailler intensément les 3 axes. Ces composantes peuvent se combiner. Par exemple, co-construire une mobilisation ou un plaidoyer politique avec des groupes cibles peut entraîner une composante d'éducation. Cependant, ces composantes sont encore trop cloisonnées dans la réflexion et dans la pratique. Chaque niveau d'action requiert des compétences spécifiques et mobilise des publics différents. Il est donc légitime que des acteurs se spécialisent. Néanmoins, pour une approche cohérente et pour que toutes ces composantes se renforcent mutuellement, une articulation entre elles est nécessaire. Ainsi, à un public-cible approché dans une démarche éducative, il est important de proposer des possibilités de mobilisation. La mobilisation et le plaidoyer doivent être alimentés par de l'éducation. Dans ses programmes d'ECM et dans ceux qu'elle soutient, **la DGD promeut une meilleure articulation des différentes composantes et une approche intégrée.** Elle peut être assurée par un acteur ou en complémentarité avec d'autres, y compris avec d'autres acteurs que ceux de l'ECM. L'objectif étant que les publics approchés puissent facilement avoir accès aux trois composantes, peu importe celle par laquelle ils ont commencé.

3. Le *Leave No One Behind* : vers une ECM plus inclusive

Le *Leave No One Behind* (LNOB) est un point d'attention pour l'ensemble de la coopération internationale. La Déclaration européenne sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050 pose également le droit de toutes les personnes en Europe à avoir accès à une ECM de qualité. De nombreux efforts ont été fournis en la matière en Belgique : multiplication des canaux et outils d'ECM, diversité des partenariats, travail avec le secteur audiovisuel, projets-pilotes d'organisations de la société civile (OSC) et d'acteurs institutionnels⁶, etc. Ces efforts ont livré des résultats et ont été mis en évidence et partagés au niveau européen en tant que modèles de bonnes pratiques dont d'autres pays peuvent s'inspirer. Même si le monitoring des publics touchés reste difficile à consolider, sur base des programmes suivis par la DGD, il est constaté que l'offre en ECM reste concentrée principalement sur certains publics : les catégories socio-professionnelles moyennes, le milieu urbain, des personnes aux origines culturelles peu diversifiées, un public de 12 à 30 ans, des personnes sans enfants, l'enseignement secondaire et général, etc.

Dans l'esprit d'inclusivité du LNOB, la DGD promeut la diversification des publics en ECM dans ses programmes d'ECM, dans ceux qu'elle soutient et dans les cadres de concertation auxquels elle participe. Elle facilite la concertation entre acteurs, encourage les projet-pilotes et soutient les apprentissages collectifs. Les moyens et les expertises doivent aussi être mieux répartis pour toucher davantage les personnes ou organisations issues des milieux ou structures que les acteurs identifient comme peu touchées,

⁶ Les acteurs institutionnels : Services publics ou entités juridiques à but non lucratif ayant une mission d'intérêt public dont la majorité des membres ou des administrateurs sont également ou représentent des services publics. Ils sont actifs en coopération internationale et, tout comme les OSC, travaillent sur base du droit d'initiative. Il s'agit aussi bien de couples d'autorités locales, de couples d'établissements d'enseignement supérieur ou d'acteurs spécialisés dans la recherche, la formation ou la culture.



entre autres : les catégories socio-professionnelles hautes et basses, les milieux ruraux, les personnes aux origines culturelles diversifiées, les personnes âgées de 30 à 50 ans avec enfants, le secteur privé, les écoles professionnelles et techniques, ou encore les enfants du pré-scolaire. Les programmes avec des financements pluriannuels sont le cadre idéal pour investir dans des projets-pilotes. Les cadres de concertation sectoriels peuvent également faciliter une démarche collective pour y arriver.

Bien que les groupes sociaux les plus touchés par l'ECM restent pertinents, leur profil social reflète globalement les milieux sociaux d'où sont issues les OSC. Or, les autres milieux sociaux qui sont moins touchés sont aussi organisés et mobilisés pour des causes en ligne avec les objectifs de la coopération internationale. Un défi important pour augmenter l'impact de l'ECM est donc de nouer des alliances avec les organisations de ces milieux, d'identifier les objectifs communs et de mettre sur pied des partenariats gagnant-gagnant.

Ceci doit avant tout passer par une meilleure connaissance des associations et acteurs-clés issus de ces milieux qui peuvent partager des objectifs avec les acteurs de l'ECM. Cette prise de contact proactive pourrait déboucher sur des collaborations dont chacune des parties devrait bénéficier : toucher d'autres publics, partager des contenus et méthodologies ECM, offrir une caisse de résonance au travail réalisé dans ces milieux, enrichir l'ECM d'autres réalités et expériences pour nourrir tant le contenu que les méthodes et avoir une approche sociale plus inclusive. Cette ouverture permet de dépasser les thèmes propres à la coopération internationale afin de rejoindre les ambitions de questionnements transversaux systémiques et de rendre l'ECM plus holistique. Elle permet aussi de mieux faire ce lien si indispensable entre le local et le mondial.

— 4. Mettre en musique les complémentarités, favoriser les collaborations

Pour arriver à cet objectif de diversification des publics, la DGD compte sur une palette de partenaires ECM travaillant sur des thématiques avec des publics, des approches et un ancrage sociétal variés. Elle compte aussi sur de nombreux types d'acteurs différents : organisations de la société civile (OSC), acteurs institutionnels, établissements d'enseignement supérieur, musées, maisons de production, associations de villes et communes, etc. Mieux mettre à profit cette diversité pour s'ouvrir à d'autres publics sans fragmenter les moyens est indispensable. **La DGD joue un rôle clé pour que ses nombreux partenaires de l'ECM se concertent, mettent mieux à profit leurs complémentarités et collaborent à travers différentes modalités**, que ce soit via des programmes complémentaires, des partenariats formalisés, des synergies, le travail en réseaux ou encore des collaborations plus ponctuelles. Différentes modalités de collaboration existent déjà comme les cadres stratégiques communs (CSC), les programmes communs, les groupes de travail, les réseaux,... il s'agit de les renforcer voire d'en créer de nouvelles afin d'augmenter l'efficacité des actions.

En Belgique, l'ECM se déploie dans un contexte institutionnel particulièrement complexe. L'enseignement est organisé de façon indépendante par trois communautés linguistiques avec des acteurs intermédiaires forts comme les réseaux ou les pouvoirs organisateurs. La mobilisation s'imbrique également dans les compétences communautaires de jeunesse, éducation permanente et culture. Le plaidoyer s'organise dans un système complexe de compétences du local vers l'international. Or, l'ECM est surtout structurée et suivie par le niveau fédéral dans le cadre et l'expertise de la coopération internationale. Les engagements belges en matière de développement durable concernent tous

les niveaux de pouvoir. **La DGD joue donc un rôle dans la concertation avec d'autres pouvoirs publics sur leurs compétences respectives qui recoupent l'ECM** : enseignement, jeunesse, culture, autorités locales, environnement, etc. Cela passe par les contacts informels, les collaborations entre administrations, ses partenaires qui ont un lien organique avec d'autres pouvoirs publics, le programme [BeGlobal](#) pour l'enseignement, la participation à des organes de concertation, etc. Le respect des mandats et de l'autonomie de chaque niveau de pouvoir sont des principes clés dans ces initiatives.

Au-delà de la diversification des publics, cette concertation renforcée et régulière est nécessaire également pour les aspects suivants :

- Les aspects stratégiques de l'ECM ;
- La rationalisation de l'offre, surtout là où les domaines d'action et les groupes cibles de différents acteurs se rencontrent ;
- L'échange d'expertise et d'informations ;
- La mise en place d'actions communes ;
- Le monitoring général des actions et l'évaluation de leurs résultats ;
- La coordination du plaidoyer et le renforcement mutuel des messages auprès des autres pouvoirs publics ;
- Les échanges au-delà de la frontière linguistique.

—● 5. Renforcement mutuel, croisé et continu des acteurs

La capitalisation des savoirs et des pratiques en ECM est difficile car la matière et les méthodes de l'ECM sont complexes, les objectifs sont ambitieux, le contexte est difficile, les processus de changement sont longs et le nombre d'acteurs est élevé. Le défi est de transformer les expé-

riences en apprentissages partageables, au service du terrain. **L'objectif ici pour la DGD est donc de promouvoir le renforcement des acteurs de l'ECM pour une amélioration continue de la qualité de l'ECM.** De par sa vue d'ensemble sur un grand nombre d'acteurs et d'actions, la DGD peut encourager et faciliter ce processus.

Par le partenariat et la complémentarité entre acteurs, il est important de promouvoir les partages d'expériences, les trajets d'amélioration conjoints dans et hors du cadre du CSC (cadre stratégique commun), les groupes de travail, etc. Ce travail au-delà de la frontière linguistique doit aussi être stimulé. Le centre de connaissances de BeGlobal peut également jouer un rôle important de rassemblement des acteurs de l'ECM entre eux et avec les acteurs de l'enseignement et de la recherche. Il assure également une veille à l'égard de ce qui se passe à l'étranger et de vulgarisation et divulgation de projets-pilotes ou de recherches-action.

Renforcer les collaborations avec les milieux de la recherche en sciences humaines et sociales en vue de nourrir une réflexion pour une ECM critique est également une piste à poursuivre. L'accent doit être mis sur les pratiques semblables à l'ECM provenant des pays du « Sud Global⁷ » ou de groupes sociaux peu touchés en Belgique et sur la manière dont ces pratiques permettent de comprendre autrement les pratiques actuelles.

Par ailleurs, davantage de rotation du personnel est constatée en ECM que dans le reste de la coopération internationale. En dehors de la fonction publique, les statuts seraient souvent moins avantageux que pour la gestion de partenariats internationaux. Etant donné l'importance du rôle de

7 Dans cette note, pour l'expression « Sud Global », référence est faite à la conception d'Abdeljalil Akkari et Magdalena Fuentes dans la publication de l'Unesco *Repenser l'éducation : Alternatives pédagogiques du Sud*, 2021 : « le dénominateur commun parmi les pays faisant partie du Sud Global très diversifié est probablement leur statut ancien de colonies ou de protectorats de certains pays du "North Global" ». Le Sud Global comprend donc des pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que la majeure partie de l'Asie, situés à la fois dans l'hémisphère nord et dans l'hémisphère sud.

l'ECM dans nos sociétés, il est fondamental que la fonction de «chargé.e ECM» soit reconnue et valorisée. Cause ou conséquence, on constate également qu'en dehors du plaidoyer, l'ECM est un domaine très féminin. Ceci est un phénomène comparable à d'autres secteurs sous-valorisés comme les soins infirmiers ou l'enseignement. La rotation élevée du personnel et la moyenne d'âge jeune des travailleur.euses freinent la capitalisation et la progression des pratiques. Et ce d'autant plus qu'il y a un recours important à des bénévoles dont il est difficile de toujours garantir un niveau suffisant de formation pour faire de l'ECM de qualité. Dans ce domaine, il est donc important de lancer une réflexion commune sur la valorisation et la stabilisation du personnel en ECM. De même, des pistes pour une formation continue professionnalisante par et pour les acteurs de l'ECM sont à explorer.

6. Décloisonner et diversifier les parties prenantes

L'ECM doit se construire dans une réflexion globale commune. Ainsi, il est essentiel que les acteurs ECM développent davantage les articulations entre leur travail en ECM et celui du reste de la société civile en Belgique et de leurs partenaires à l'étranger. La recherche partagée de solutions aux enjeux mondiaux doit à la fois être contextuelle (localisme) et globale. Elle doit procéder d'un partage d'expériences et d'un dialogue avec la société civile belge dans son ensemble et avec les acteur.rices du Sud Global. Ceci permettrait de mieux mettre à jour les rapports de force dans le Nord Global et de faire le lien avec ceux du Sud Global. De la sorte, nous pourrions comprendre autrement les pratiques belges en ECM, favoriser une lecture décoloniale des actions et éviter à la citoyenneté mondiale d'être une projection de certains milieux de notre société.

La complexité, l'échelle et l'interdépendance des défis mondiaux actuels exigent

un effort concerté de la part d'une grande variété d'intervenant.es. Dès lors, différents types de partenariats multi-acteurs qui transcendent les frontières de la société civile, du gouvernement et des établissements d'enseignement supérieur sont nécessaires. Pour atteindre les objectifs de l'ECM, il faut encore et toujours faire preuve de créativité et explorer le monde au-delà des partenariats existants et impliquer de nouveaux participant.es en travaillant avec des acteur.rices qui n'ont jamais participé ou même entendu parler de l'ECM.

Le défi est de permettre aux partenariats multi-acteurs de passer au niveau suivant pour engranger de véritables changements. Ainsi, **la DGD soutient les collaborations des OSC, des acteurs institutionnels et de BeGlobal avec les structures d'éducation permanente, les organisations de jeunes, les mouvements sociaux, les acteurs sociaux, les organisations paysannes, les organismes publics comme les villes et communes, le secteur privé, la société civile en dehors de la Belgique, etc.**

La DGD soutient en particulier les collaborations les plus pertinentes pour intégrer les thèmes transversaux. Il s'agit par exemple : des chercheur.euses et associations expertes en genre pour les questions de genre ; des chercheur.euses et organisations environnementales pour les questions climatiques et de biodiversité ; des chercheur.euses et associations diasporiques pour les questions de migration et de décolonisation ; ou encore des expert.es des questions d'intersectionnalité sur des éléments transversaux.

7. Faire (re)connaître l'ECM au sein de la coopération

L'ECM est mal connue au sein de la coopération internationale. L'ECM utilise des outils pour communiquer et sensibiliser

et elle s'adresse à un public large en Belgique en dehors du secteur de la coopération internationale. Elle est alors souvent associée à la communication de la coopération internationale, aux premiers pas de la récolte de fonds et/ou à l'élargissement de l'assise sociétale pour la coopération internationale. Or, si cela peut en être une des conséquences, ce n'est pas l'objectif recherché par l'ECM. L'ECM cultive une pensée critique qui peut mener à une remise en question de (certaines formes de) la coopération internationale tout en soutenant le principe de responsabilité et de justice mondiale.

L'ECM est également associée à un public jeune et à l'enseignement. Cependant, elle vise bien l'ensemble de la population belge, peu importe les âges. Elle se met en œuvre aussi dans l'éducation non formelle et informelle. Dans le cadre du plaidoyer politique par exemple, elle se dirige spécifiquement vers les décideur.euses.

Une meilleure connaissance de l'ECM lui permettrait de déployer son potentiel stratégique comme pilier d'une coopération internationale moderne. Cela faciliterait les liens possibles et souhaitables avec les autres domaines et pays d'expertises de la coopération internationale et des relations internationales.

La DGD continuera ses efforts pour mieux faire connaître l'ECM, ses objectifs et ses spécificités au sein de la coopération internationale et encouragera les acteurs de l'ECM à faire de même. L'ECM doit être expliquée et connue dans sa complexité par les acteurs de la coopération internationale, y inclus la mobilisation et le plaidoyer politique. Elle met aussi en avant la nécessaire cohérence des politiques en faveur du développement et met à nu des contradictions propres à la coopération internationale pour rendre le secteur plus cohérent, efficace et innovant.

La reconnaissance internationale de la qualité de l'ECM en Belgique gagnerait également à être connue et valorisée par les acteurs de la coopération internationale.

AXES DE TRAVAIL

Les axes de travail concernent l'ensemble des objectifs

1. Concertation et coordination

Pour atteindre ses objectifs en matière d'ECM, la DGD s'appuie sur des organismes tiers, acteurs de terrain compétents et partenaires.

De nombreuses organisations mènent des activités qui contribuent, chacune dans une certaine mesure et en fonction des moyens disponibles, à l'ECM en Belgique. La plupart des initiatives se sont développées dans la société civile grâce aux contacts privilégiés des OSC avec certains publics. Grâce à leurs liens avec des partenaires d'autres pays, elles ont acquis une connaissance spécifique des défis mondiaux. Elles sont actives depuis des décennies et la qualité de leur travail est reconnue. Elles disposent pour la plupart d'une expertise pédagogique pour l'empowerment des publics à la réflexion critique et à la mobilisation. Beaucoup d'entre elles peuvent dès lors être considérées comme partenaires stratégiques des pouvoirs publics.

Certains de ces acteurs sont **spécialisés** dans l'ECM : l'ECM fait partie de leur mission. Il s'agit principalement d'OSC de coopération internationale reconnues mais également d'autres asbl et de quelques acteurs institutionnels. Les OSC et les acteurs institutionnels reconnus sont des acteurs qui sont autonomes et ont un droit d'initiative garanti par la loi sur la coopération internationale. Ils définissent leurs stratégies d'intervention et choisissent leurs publics cibles de façon collective dans le cadre de la concertation sectorielle et aussi en fonction de leur nature, vision et mission propre.

D'autres acteurs prennent des initiatives et déploient des activités dans la sphère de l'ECM **sans que cela fasse partie de leur raison d'être**. Il est néanmoins im-

portant de les prendre en compte, de les valoriser et de diffuser leurs initiatives et bonnes pratiques. Ils peuvent également aider à démultiplier des initiatives de citoyenneté mondiale dans le cadre de collaborations avec des acteurs d'ECM. Cela concerne par exemple des IPSI (initiatives populaires de solidarité internationale), des éducatrices, des influenceuses, des groupes d'intérêts, des entreprises, les médias, des diffuseurs culturels,... mais également des asbl telles que les associations socioculturelles, des acteurs sociaux, des organisations environnementales, les organisations d'éducation permanente, les organisations de jeunesse, les organisations issues des diasporas, des organisations paysannes, des organisations féministes.

Les institutions d'enseignement se proposent de former des enfants et des jeunes capables d'agir et dotés de sens critique dans le contexte d'un monde globalisé. C'est ainsi que des objectifs ont été formulés au sein de l'enseignement officiel dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté à laquelle l'ECM peut également contribuer. **Les établissements d'enseignement supérieurs** ont une expertise dans le domaine de l'enseignement, de l'ECM et des changements sociaux.

Les établissements d'enseignement supérieur sont clés pour former les décideuses et professionnelles d'ici et d'ailleurs (via les bourses). L'intégration des enjeux mondiaux dans tous les curricula ainsi que la mobilisation des professeurs, employés et étudiants ou les questions transversales comme la décolonisation des savoirs et des pratiques les concernent en premier plan.

Enfin, il existe également différents **acteurs publics décentralisés** ayant des

compétences en matière d'ECM et importants pour décliner les enjeux et la mobilisation au niveau local. Par exemple, les communes et les provinces ont des compétences clés en matière d'enseignement surtout préscolaire et primaire et dans beaucoup de domaines sociétaux. Elles sont également en contact étroit avec le tissu associatif local et sont un relai d'initiatives de terrain. Elles peuvent être des laboratoires de projets pilotes et sont des partenaires de nombreuses OSC. Les communautés ont des compétences en matière d'enseignement, de jeunesse, d'éducation permanente, de culture, etc.

La DGD développe également ses propres programmes et activités d'ECM. Cela passe essentiellement par le programme BeGlobal mis en œuvre par Enabel, l'agence de développement fédérale belge. BeGlobal encourage les jeunes à prendre leur place en tant que citoyennes et citoyens du monde. Outre son appui à l'ECM dans l'enseignement, BeGlobal investit dans la recherche, se concentre sur les actions pour un engagement international des jeunes, tout en promouvant la citoyenneté mondiale au sein d'Enabel.

Il y a également le cofinancement de **la réalisation et de la diffusion de productions audiovisuelles** qui s'inscrivent dans une vision d'ECM pour un public belge le plus large possible. Ces dernières (films, documentaires, séries, jeux vidéo,...) ont différents atouts :

- Elles peuvent décrire une situation complexe en peu de temps, la dépeindre de manière nuancée et la rendre émotionnellement palpable ;
- Elles sont potentiellement visibles par un nombre infini de spectateur.rices ;
- Elles sont reproductibles et utilisables par d'autres acteur.rices d'ECM.

Les partenaires directs de la DGD en ECM sont :

- Les OSC reconnues actives dans l'ECM. Elles sont structurées autour de deux fédérations (ACODEV et ngo federatie) et/ou de deux coupoles (CNCD-11.11.11 et 11.11.11)
- Les acteurs institutionnels actifs dans l'ECM. Ils sont structurés autour de leur fédération FIABEL
- Enabel, essentiellement par son programme BeGlobal
- Le secteur privé et public de l'audiovisuel
- L'Africa Museum dans ses services au public

Ces partenaires que la DGD finance sont sa clé de voûte pour atteindre ses objectifs en ECM. En effet, une société civile forte, structurée et en réseau avec la société civile mondiale est indispensable à une démocratie saine. Elle offre des réponses aux défis contemporains et des possibilités concrètes de mobilisation collective. L'intégration des enjeux de l'ECM par les autres acteurs publics et privés est également indispensable pour que les services qu'ils rendent au public belge soient efficaces et pertinents. La DGD s'appuie sur la connaissance du terrain et l'ancrage sociétal et institutionnel de ses partenaires : ils lui permettent d'avoir une vue large de ce qui est réalisé et d'alimenter les processus collectifs de réflexion en ECM.

Afin de (faire) bénéficier de la diversité de ses partenariats et du fait qu'elle est une plaque tournante du partage d'informations, la DGD a un rôle clé pour soutenir les concertations en ECM, les mises en relation entre acteur.rices qui se côtoient moins, le partage d'expériences et d'évaluations ainsi que l'identification des défis transversaux. Elle organise des concertations sectorielles via le Cadre Stratégique Commun Belgique, mais aussi des concertations individuelles via les Dialogues institutionnels, les comités de pilotage, l'appréciation et le suivi des programmes et des concertations informelles par un tra-

vail de réseautage.

La DGD a également un rôle de concertation avec les autres pouvoirs publics qui ont des mandats liés à l'ECM, en particulier les acteurs de l'enseignement et les autres acteurs publics de coopération internationale. Elle joue aussi un rôle d'interface de la Belgique à l'international dans les processus concernant l'ECM.

— 2. Les cadres et outils réglementaires

Le travail de la DGD est régi par des cadres et des outils réglementaires : la Loi sur la coopération, les Arrêtés Royaux qui organisent la coopération gouvernementale et non gouvernementale, les outils d'appréciation et de suivi des programmes, les cahiers de charges de ses marchés publics et divers protocoles. Ces cadres et outils influencent la façon dont est mise en œuvre l'ECM. Ils sont régulièrement améliorés grâce à l'expérience ou à des évaluations, qui se déroulent suivant des cycles qui ne coïncident pas forcément. **Dans une démarche itérative, lors de l'adaptation successive de ces cadres et réglementations, la DGD veillera à les aligner et à les utiliser de façon à atteindre les objectifs poursuivis en ECM.** Elle veillera également à ce qu'ils soient cohérents entre eux.

— 3. Décloisonner l'ECM au sein de la coopération internationale

La DGD veillera à promouvoir les liens entre l'ECM et les autres métiers de la coopération internationale. Elle lui donnera davantage de visibilité. Elle expliquera ses objectifs et sa portée. Elle mettra en lumière comment l'ECM peut nourrir les programmes internationaux et l'intérêt d'avoir une vision globale sur les dynamiques à l'œuvre. Cela se fera par différents moyens. De façon non exhaustive, peuvent être cités : l'inclusion d'un volet citoyenneté mondiale dans la formation initiale et continue des professionnels

de la coopération internationale (notamment celles et ceux qui travaillent à l'étranger), le réseautage formel et informel, une attention plus grande à articuler l'ECM avec l'actualité, la prise en compte de l'ECM dans les différents documents stratégiques, l'intégration d'une perspective ECM dans les débats sur la coopération internationale.

En parallèle, il est aussi important pour les acteurs de l'ECM d'identifier comment les partenaires internationaux de coopération peuvent alimenter l'ECM de leurs visions, connaissances, pratiques et expériences.

L'ECM peut nourrir la réflexion sur la cohérence des politiques en faveur du développement. **La DGD encouragera des actions de renforcement mutuel au sein des différents départements des pouvoirs publics et des institutions publiques** en vue de créer des synergies. Elle pourra mobiliser les expertises thématiques et géographiques de ses partenaires dans ses contacts avec les autres directions générales du SPF Affaires étrangères et des autres départements et institutions publiques.

SCOPE D'ACTION

Belgique : importance de couvrir tout le territoire

Il est attendu que dans une démarche collective, les acteurs d'ECM soient davantage présents sur les zones plus délaissées telles que les zones rurales, certaines villes ou les quartiers populaires en établissant des partenariats avec des acteurs proches de ces territoires, conformément au principe de LNOB.

Europe – monde, réseaux internationaux

Les activités d'ECM sont financées en dehors de la Belgique essentiellement pour le plaidoyer envers les institutions multilatérales au niveau européen ou mondial.

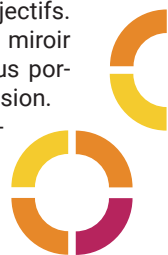
Implication de partenaires internationaux encouragée

Un travail d'ouverture multiple de la part des acteur.rices est fortement encouragé. En effet, l'ECM s'intéresse aux interdépendances et à l'analyse des rapports de domination mondiaux. Afin d'être cohérentes, les acteur.rices de l'ECM doivent davantage valoriser les perspectives d'autres pays (particulièrement du Sud Global) pour pouvoir améliorer leurs propres pratiques à l'aune de ce qui se fait ailleurs. Malgré leurs limites (comme la fracture numérique et l'impact environnemental) les canaux digitaux ont considérablement facilité l'interaction avec des acteur.rices du monde entier via les canaux digitaux. Il est donc fondamental aujourd'hui de leur donner une place de choix.

Réfléchir aux conditions de promotion d'une ECM dans le Sud Global à partir de la Belgique

Théoriquement, les objectifs de l'ECM sont pertinents dans tous les pays du monde. En effet, une société civile forte, des citoyen.nes qui comprennent les dynamiques sous-tendant les défis contemporains et qui sont engagé.es pour la justice mondiale sont nécessaires partout. Néanmoins, l'ECM telle que définie et comprise en Belgique est porteuse d'une vision du monde, de valeurs, d'expériences qui nous sont propres. L'ECM en tant que telle n'existe que dans peu de pays. Les défis à relever ne sont pas non plus les mêmes qu'en Belgique, certainement pas dans le Sud global.

Il n'est pas souhaitable d'exporter et d'imposer cette approche ECM marquée par notre culture (dominante) dans d'autres contextes culturels. Il est préférable d'être à l'affut d'initiatives endogènes qui, bien que ne portant pas forcément le nom de l'ECM, en partagent certains objectifs. S'en inspirer ou les utiliser comme miroir pour nos propres pratiques est plus porteur que de les modeler à notre vision. Il peut éventuellement s'agir d'identifier des objectifs communs pour mener des actions conjointes, ponctuelles ou durables, sur base de partenariats équilibrés et d'un dialogue interculturel.





LISTE DES ACRONYMES

Asbl : Association sans but lucratif

AI : Acteurs institutionnels

CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE

DGD : Direction générale Coopération au Développement et Aide humanitaire

ECM : Education à la citoyenneté mondiale

GENE : Global Education Network Europe

IPSI : Initiatives populaires de solidarité internationale

LNOB : Leave no one behind, ne laisser personne de côté

ODD : Objectifs du développement durable

OSC : Organisation de la société civile



@tdv.knut